

SENATO DELLA REPUBBLICA

V LEGISLATURA

(N. 1347)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 7 ottobre 1970
(V. Stampato n. 2044)*

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(MORO)

di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia

(GAVA)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 9 ottobre 1970*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea (n. 63) relativa alla soppressione della legalizzazione degli atti formati da agenti diplomatici o consolari, adottata a Londra il 7 giugno 1968

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea (n. 63) relativa alla soppressione della legalizzazione degli atti formati da agenti diplomatici o consolari, adottata a Londra il 7 giugno 1968.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'articolo 6 della Convenzione stessa.

ALLEGATO

**CONVENTION EUROPÉENNE RELATIVE A LA SUPPRESSION
DE LA LÉGALISATION DES ACTES ÉTABLIS PAR LES AGENTS
DIPLOMATIQUES OU CONSULAIRES**

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres;

Considérant que les relations entre les Etats membres, ainsi qu'entre leurs agents diplomatiques ou consulaires, sont de plus en plus fondées sur une confiance réciproque;

Considérant que la suppression de la légalisation tend à renforcer les liens entre les Etats membres en permettant l'utilisation de documents étrangers au même titre que ceux qui émanent des autorités nationales;

Convaincus de la nécessité de supprimer l'exigence de la légalisation des actes établis par leurs agents diplomatiques ou consulaires,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1^{er}.

La légalisation, au sens de la présente Convention, ne recouvre que la formalité destinée à attester la véracité de la signature apposée sur un acte, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

ARTICLE 2.

1. La présente Convention s'applique aux actes établis en leur qualité officielle par les agents diplomatiques ou consulaires d'une Partie Contractante exerçant leurs fonctions sur le territoire de tout Etat et qui doivent être produits:

(a) sur le territoire d'une autre Partie Contractante, ou

(b) devant des agents diplomatiques ou consulaires d'une autre Partie Contractante, exerçant leurs fonctions sur le territoire d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention.

2. Elle s'applique également aux déclarations officielles, telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposés par les agents diplomatiques ou consulaires sur des actes autres que ceux visés au paragraphe précédent.

ARTICLE 3.

Chacune des Parties Contractantes dispense de légalisation les actes auxquels s'applique la présente Convention.

LEGISLATURA V — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICLE 4.

1. Chacune des Parties Contractantes prendra les mesures nécessaires pour éviter que ses autorités ne procèdent à la légalisation dans les cas où la présente Convention en prescrit la suppression.
2. Elle assurera la vérification, en cas de nécessité, de l'origine des actes auxquels s'applique la présente Convention. Cette vérification ne donnera lieu au paiement d'aucune taxe ou frais quelconque et devra être opérée le plus rapidement possible.

ARTICLE 5.

La présente Convention prévaudra, dans les relations entre les Parties Contractantes, sur les dispositions des traités, conventions ou accords qui soumettent ou soumettront à la légalisation la véracité de la signature des agents diplomatiques ou consulaires, la qualité en laquelle le signataire d'un acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou du timbre dont cet acte est revêtu.

ARTICLE 6.

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.
3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

ARTICLE 7.

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.
2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

ARTICLE 8.

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou deadhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée à stipuler.

LEGISLATURA V — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 9 de la présente Convention.

ARTICLE 9.

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitations de durée.
2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général, du Conseil de l'Europe.
3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

ARTICLE 10.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

- (a) toute signature;
- (b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou de adhésion;
- (c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention;
- (d) toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 8;
- (e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 9 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Londres, le 7 juin 1968, en français et en anglais, le deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

Pour le Gouvernement de la République française:

HENRI BLIN

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:

GUSTAV HEINEMANN

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:

K. KALABOKIAS

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne:

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:

J. DUPONG

Pour le Gouvernement de Malte:

TOMMASO CARUANA DEMAJO

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

HERMAN KLING

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

L. von MOOS

Pour le Gouvernement de la République turque:

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

GARDINER C.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE: *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE EUROPEA N. 63**SULLA SOPPRESSIONE DELLA LEGALIZZAZIONE DEGLI ATTI
REDATTI DAI RAPPRESENTANTI DIPLOMATICI O CONSOLARI**

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerato che scopo del Consiglio d'Europa è la realizzazione di una più stretta unione fra gli Stati membri;

Considerato che i rapporti fra gli Stati membri, come pure i rapporti fra i loro rappresentanti diplomatici o consolari, sono sempre più fondati sulla reciproca fiducia;

Considerato che la soppressione della legalizzazione tende a rafforzare i vincoli fra gli Stati membri, permettendo l'utilizzazione di documenti stranieri allo stesso titolo di quelli emanati dalle autorità nazionali;

Convinti della necessità di rinunciare all'esigenza della legalizzazione degli atti redatti dai loro rappresentanti diplomatici o consolari,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

La legalizzazione, ai sensi della presente Convenzione, indica unicamente la formalità necessaria ad attestare l'autenticità della firma apposta sull'atto, le funzioni in virtù delle quali la persona ha firmato l'atto e, se del caso, l'autenticità del sigillo o del bollo di cui il documento è munito.

ARTICOLO 2.

1. La presente Convenzione si applica agli atti redatti ufficialmente dai rappresentanti diplomatici o consolari di una Parte Contraente, nell'esercizio delle loro funzioni sul territorio di qualsiasi Stato, e che devono essere esibiti:

a) sul territorio di un'altra Parte Contraente, oppure

b) ai rappresentanti diplomatici o consolari di un'altra Parte Contraente, esercitanti le loro funzioni sul territorio di uno Stato non aderente alla presente Convenzione.

2. Essa si applica inoltre alle dichiarazioni ufficiali, quali le citazioni relative alla registrazione, l'attestazione che il documento esisteva ad una certa data, l'autenticazione delle firme apposte dai rappresentanti diplomatici o consolari a documenti diversi da quelli considerati nel paragrafo precedente.

ARTICOLO 3.

Ogni Parte Contraente dispensa dalla legalizzazione tutti gli atti ai quali si applica la presente Convenzione.

ARTICOLO 4.

1. Ogni Parte Contraente adotterà i provvedimenti necessari ad evitare che le proprie autorità procedano alla legalizzazione nei casi in cui la presente Convenzione ne prescriva invece la soppressione.
2. Essa accerterà, se necessario, la verifica dell'autenticità degli atti ai quali si applica la presente Convenzione. Tale verifica non comporterà alcun pagamento di tasse o spese e verrà compiuta nel più breve tempo possibile.

ARTICOLO 5.

La presente Convenzione prevarrà, nei rapporti fra le Parti Contraenti, sulle clausole di tutti i trattati, convenzioni od accordi che prevedono o prevederanno in futuro la legalizzazione dell'autenticità della firma di un rappresentante diplomatico o consolare, le funzioni in virtù delle quali egli ha firmato l'atto e, ove occorra, l'autenticità del sigillo o del bollo di cui è munito il documento.

ARTICOLO 6.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà sottoposta a ratifica o ad accettazione. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
2. La Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data in cui verrà depositato il terzo strumento di ratifica o di accettazione.
3. Essa entrerà in vigore per ogni altro Stato che la ratifichi o l'accetti successivamente, tre mesi dopo la data del deposito del suo strumento di ratifica o di accettazione.

ARTICOLO 7.

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare qualunque Stato non membro del Consiglio ad aderire alla presente Convenzione.
2. L'adesione avverrà mediante il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà efficacia tre mesi dopo la data di tale deposito.

ARTICOLO 8.

1. Ogni Parte Contraente potrà, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, indicare il territorio o i territori ai quali si applicherà la presente Convenzione.
2. Ogni Parte Contraente potrà, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, o in qualunque altra data

LEGISLATURA V — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

successiva, estendere l'applicazione della presente Convenzione, mediante una dichiarazione da indirizzare al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, ad ogni altro territorio che sia indicato nella dichiarazione stessa, e di cui essa curi le relazioni internazionali o per il quale sia abilitata alla stipulazione.

3. Ogni dichiarazione che sia stata fatta in virtù del paragrafo precedente potrà, per quel che riguarda qualsiasi territorio citato in tale dichiarazione, essere ritirata alle condizioni previste dall'articolo 9 della presente Convenzione.

ARTICOLO 9.

1. La presente Convenzione resterà in vigore a tempo indeterminato.
2. Ogni Parte Contraente, per quel che la riguarda, potrà denunciare la presente Convenzione indirizzando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
3. Tale denuncia avrà efficacia sei mesi dopo la data in cui il Segretario Generale ne avrà ricevuto notifica.

ARTICOLO 10.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio e ad ogni altro Stato che aderisca alla presente Convenzione:

- a) ogni firma;
- b) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di adesione;
- c) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione;
- d) ogni dichiarazione ricevuta in base alle disposizioni dell'articolo 8;
- e) ogni notifica ricevuta in base alle disposizioni dell'articolo 9 e la data a partire dalla quale la denuncia avrà efficacia.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Londra, il 7 giugno 1968, nelle lingue Francese ed Inglese, entrambi i testi facenti egualmente fede, in un solo esemplare, che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia certificata conforme a tutti gli Stati firmatari ed aderenti.

Per il Governo della Repubblica d'Austria:

Per il Governo del Regno del Belgio:

Per il Governo della Repubblica di Cipro:

Per il Governo del Regno di Danimarca:

Per il Governo della Repubblica francese:

HENRI BLIN

LEGISLATURA V — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Per il Governo della Repubblica Federale di Germania:

GUSTAV HEINEMANN

Per il Governo del Regno di Grecia:

K. KALABOKIAS

Per il Governo della Repubblica islandese:

Per il Governo d'Irlanda:

Per il Governo della Repubblica italiana:

Per il Governo del Granducato di Lussemburgo:

J. DUPONG

Per il Governo di Malta:

TOMMASO CARUANA DEMAJO

Per il Governo del Regno dei Paesi Bassi:

Per il Governo del Regno di Norvegia:

Per il Governo del Regno di Svezia:

HERMAN KLING

Per il Governo della Confederazione elvetica:

L. von MOOS

Per il Governo della Repubblica turca:

Per il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord:

GARDINER C.